

Le combat est dans la rue, pas au Palais Bourbon!

Le temps d'une conférence de presse et de brèves visites en Irak et à l'ONU, François Hollande a troqué les habits de majordome du Medef pour celui de comique troupier gesticulant sur le front moyen-oriental. Et ses poses de matamore, imitées par le Premier ministre Valls et son ministre de l'Intérieur, Cazeneuve, ont surtout pour but de faire oublier le discrédit dont jouit cette fine équipe auprès de la population en général et du monde du travail en particulier.

Car le vote de confiance obtenu par Valls devant l'Assemblée nationale n'a, sur le plan politique, rien changé. Socialistes "frondeurs" et écologistes se sont contentés de s'abstenir. Pas question pour elles et pour eux de faire tomber ce gouvernement anti-ouvrier de peur d'une dissolution qui risquerait fort de leur coûter leurs sièges

Sur le fond d'ailleurs la fronde de cette quarantaine de député-e-s s'apparente plus à un duel à fleurets mouchetés avec l'Elysée et Matignon qu'à une remise en cause quelconque de la politique d'austérité pour les pauvres et de cadeaux pour les riches qu'a mise en œuvre Hollande depuis qu'il est devenu président.

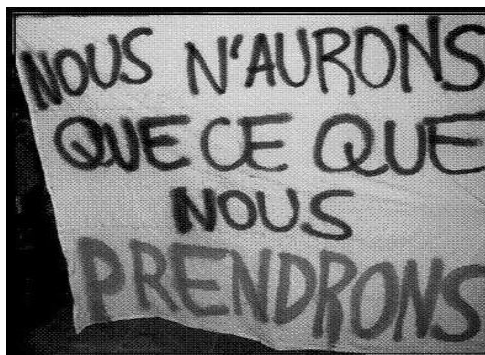
Depuis leur élection ils ont, par leur approbation ou par leur abstention, à peu près tout cautionné que ce soient les attaques contre les retraites, les hausses d'impôts ou la loi sur la compétitivité. De plus on ne les a guère entendus soutenir hier les cheminots en grève et plus récemment les pilotes d'Air France ou le personnel de Santé.

Ce sont pourtant pour elles et pour eux que les dirigeants du PCF ont déroulé le tapis rouge à la dernière fête de l'Huma, affirmant que c'était avec ce genre de député-e-s que l'on pourrait construire une véritable "alternative de gauche" et offrir de "nouvelles perspectives" aux classes populaires. De qui se moque-t-on ?

Les travailleurs et les travailleuses n'ont rien à attendre des socialistes d'opposition et des Verts - tiraillé-e-s entre leur désir de revenir au gouvernement et celui de se refaire une virginité politique à bon compte en boudant les allées du Pouvoir.

Si les député-e-s du Front de Gauche (essentiellement du PCF), allié-e-s à quelques écologistes, ont voté contre la confiance c'est pour un raison simple : vu leur faible nombre leurs votes ne pesaient rien dans le résultat final.

Si ces député-e-s avaient réellement voulu s'opposer au gouvernement "socialiste" et à sa politique réactionnaire, il leur fallait dire haut et fort que ce n'est ni au Palais Bourbon, ni au Palais du Luxembourg que l'on peut s'opposer efficacement aux commis de la grande bourgeoisie qui nous gouvernent.



Ne pas le proclamer et ne pas agir dans ce sens c'est finalement faire le lit du Front National qui actuellement se nourrit des désillusions et de l'écœurement que des millions de personnes de condition modeste ressentent à l'égard des politiciens et des politiciennes d'une "gauche gouvernementale" qui n'a cessé de les trahir.

C'est dans la rue, dans les entreprises, dans les usines et non dans le décor d'opérette du Parlement, que doit se construire un mouvement de masse capable de faire échec à la politique anti-ouvrière et anti-populaire de ce gouvernement qui nous prépare, soyons en sûrs, des lendemains qui déchantent !

Sommaire

Page 1 : Le combat est dans la rue !

Page 2 : Organisons la Riposte !

Page 3 : Croisade impérialiste en Irak/Syrie

Page 4 : Libérez Ibon Fernandez Iradi

Page 5 : Gaza, retour à la "normale" dans l'enfer quotidien

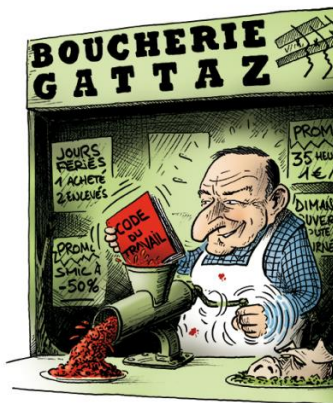
Page 6 : Film – Hippocrate, de Thomas Lilti



Tous et toutes ensemble : Organisons la riposte !

Après deux semaines de grève, les pilotes ont repris le travail sans avoir réussi à obtenir un statut unique de pilote à "Air France" et dans sa filiale "low cost" (à bas coût) "Transavia France". Et si la direction a abandonné le projet de création d'une compagnie "Transavia Europe", elle veut toujours développer "Transavia France" en transformant des emplois stables en emplois moins bien payés et en précarisant le statut des personnels.

Les pilotes d'Air France ne figurent pas parmi les salarié-e-s les moins bien loti-e-s. Gouvernement, politiciens et nombre de médias (appuyés par la direction de la CFDT) nous ont d'ailleurs rebattu les oreilles pour stigmatiser ces "priviliégié-e-s" qui partaient en grève. Les mêmes nous avaient d'ailleurs seriné ce refrain lors de la grève des cheminot-e-s. Mais, même s'ils n'ont pas gagné, les pilotes ont eu cent fois raison de défendre leur statut, leurs salaires et leurs conditions de travail ! Quant aux autres catégories de personnel d'Air France, frappées par des attaques similaires, elles auraient eu tout autant de raisons de faire de même.



Et pas seulement à Air France. Car aujourd'hui ce sont l'ensemble des salarié-e-s qui sont victimes de telles attaques depuis les pilotes de ligne jusqu'aux femmes de ménage des hôtels de luxe du groupe Park Hyatt qui veulent faire respecter leurs droits et leur dignité, en passant par le personnel hospitalier qui lutte à la fois pour ses revendications propres et pour défendre le service public de Santé et les ouvrières de la filière agro-alimentaire de Bretagne qui veulent conserver leur emploi.

Un peu partout, dans le pays, des travailleurs et des travailleuses se battent, souvent le dos au mur, pour que les patrons cessent de fouler aux pieds leurs acquis sociaux. Un patronat d'autant plus arrogant que le gouvernement lui cède sur tout et qui, aujourd'hui, par la voix de Gattaz, le leader du Medef, avance de nouvelles exigences comme la suppression de jours fériés, la fin des 35 h, l'abolition du SMIC...

Face à cela il faudrait une riposte globale, un "tous et toutes ensemble" que les directions syndicales refusent d'organiser. Mieux elles s'empêtrent dans un "dialogue social" qui n'aboutira qu'à de nouveaux reculs, elles acceptent (avec enthousiasme comme la CFDT, avec réticence comme la CGT ou FD) de "jouer le jeu" avec le patronat alors que les dés sont pipés et les cartes biseautées.

Il faut partout populariser l'idée que seule une riposte globale pourra s'opposer victorieusement aux attaques frontales du patronat et du gouvernement contre le monde du travail. Il faut préparer une telle riposte.

La CGT appelle le 16 octobre prochain l'ensemble des salarié-e-s à une journée nationale d'actions et de mobilisations pour les salaires, l'emploi, la défense de la protection sociale et des retraites, en prévision de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale par l'Assemblée nationale. Nous devons bien entendu y participer en soulignant cependant qu'une telle journée ne peut être utile que si elle s'inscrit dans un plan global de riposte, pas si elle est un feu de paille sans lendemain.

o
t
i
p
é



IRAK-SYRIE

Nouvelle croisade impérialiste



Pour redorer son blason, Hollande collectionne ses guerres coloniales : interventions en Côte d'Ivoire, au Mali, en République Centrafricaine et maintenant en Irak. Il prétend que c'est l'inertie de la communauté internationale qui a ouvert une brèche au terrorisme. Affirmer cela c'est refaire l'histoire à son avantage et à celui des puissances impérialistes.

Misère et barbarie au Moyen-Orient

La terreur et les atrocités auxquelles se livre en Irak et en Syrie l'État islamique soulèvent, bien sûr, l'indignation. La décapitation de journalistes, l'appel au meurtre des ressortissants occidentaux, puis l'enlèvement et l'exécution en Algérie d'un touriste français ne peuvent que révolter. Mais ces seigneurs de guerre, dont sont victimes en premier lieu les populations du Moyen-Orient, sont les produits directs de la politique des grandes puissances. Outre le tracé arbitraire des frontières dans cette région imposé par Paris et Londres il y a un siècle, les dirigeants américains, français et britanniques n'ont cessé le petit jeu qui consistait à soutenir, puis éventuellement à lâcher, les

différentes dictatures de la région comme celles des Assad père et fils en Syrie, de Saddam Hussein en Irak, du Shah en Iran ou de Moubarak en Egypte.

Dans le même temps ils jouaient les chrétiens contre les musulmans, les sunnites contre les chiites, les Kurdes contre les Arabes, les Irakiens contre les Iraniens, les Juifs contre les Palestiniens... ou l'inverse.

La guerre contre les peuples engendre le terrorisme

Depuis 1991, nous en sommes à la troisième intervention militaire en Irak. Mais non seulement la population n'a jamais bénéficié de la "démocratie" promise par Bush père et fils mais la corruption n'a fait que prospérer engendrant la frustration et le désespoir. Cela a favorisé l'implantation et le développement de groupes radicaux issus, à l'origine, d'Al Quaïda.



Ces groupes profondément réactionnaires ont été financés par de très bons amis des pays impérialistes, comme l'Arabie Saoudite, le Qatar, et dans une moindre mesure la Turquie, qui les considéraient comme les meilleurs remparts contre les mouvements populaires nés du Printemps arabe.

Aujourd'hui nombre de ces groupes ont échappé aux pays qui les avaient financés et poursuivent désormais leurs propres objectifs. Les nouveaux bombardements américains, français et bientôt britanniques arrêteront peut-être pour un temps la progression des milices de l'État islamique et sécuriseront les champs de pétrole. Mais pour les Syriens et pour les Irakiens de toutes confessions et de toutes ethnies, cette nouvelle guerre ne fera qu'ajouter le chaos au chaos, la barbarie à la barbarie.



Contre l'intervention militaire en Irak

Cette croisade impérialiste aura au moins deux conséquences immédiates. Là-bas de nouvelles souffrances avec leurs lots de destructions, de cadavres, de blessé-e-s, de réfugié-e-s et de personnes déplacées ; ici des milliards engloutis dans cette aventure et le renforcement des contrôles policiers et de la répression sous couvert de lutte contre le terrorisme et de défense de la sécurité de l'État.

C'est pourquoi il nous faut dénoncer ces opérations militaires et affirmer notre solidarité avec toutes celles et tous ceux qui en Syrie et en Irak ou ailleurs se battent à la fois contre l'État islamique et l'intervention impérialiste.



LIBÉREZ

IBON FERNANDEZ IRADI

Le 25 septembre dernier, a eu lieu le jugement en appel concernant la suspension de peine d'Ibon Fernandez Iradi. Le délibéré sera donné courant octobre.

Un prisonnier politique basque gravement malade

Rappelons les faits : militant de l'ETA, condamné à 30 ans d'emprisonnement, Ibon Fernandez est incarcéré depuis 12 ans, actuellement à la prison de Lannemezan, dans les Hautes-Pyrénées. Atteint d'une sclérose en plaques, il a déposé une demande de suspension de peine il y aura bientôt... deux ans !

Les deux médecins experts ont conclu que son état de santé était incompatible avec son maintien en détention. Pourtant, le procureur de la République - en contradiction avec la loi Kouchner du 4 mars 2002 qui permet aux personnes détenues atteintes de maladie grave de bénéficier d'une suspension de peine - s'est formellement opposé à sa demande.

Le Tribunal des peines a rendu le 20 juin dernier un jugement contradictoire. Il s'est prononcé en faveur de la suspension de peine ; mais il a subordonné cette suspension à la condition que soit levée l'interdiction de résidence sur le territoire français qui frappe Ibon. Ce dernier est donc toujours incarcéré. L'avocate d'Ibon d'un côté, le procureur d'un autre, ont fait appel, pour des raisons bien évidemment opposées.

Soutien aux prisonnier-e-s basques

Une conférence de presse du collectif "Nierebanoa"* a eu lieu à Bayonne le 24 septembre. Il a rappelé que la suspension de peine d'Ibon Fernandez était une revendication emblématique de la manifestation qu'il avait organisée le 14 juin dernier. Cette manifestation, soutenue par de nombreuses organisations politiques, des associations, des syndicalistes, des élu-e-s... avait été un succès puisqu'elle avait rassemblé 8 000 personnes. Elle demandait notamment :

- la libération immédiate des prisonnier-ère-s gravement malades et plus particulièrement celle d'Ibon Fernandez Iradi,
- le regroupement et le rapprochement des prisonniers
- l'arrêt de l'application des mandats d'arrêt européens et le retour des exilé-e-s expulsé-e-s vers un pays tiers



au début des années 1980.

"Nierebanoa" a déclaré attendre une décision d'appel qui viendra annuler l'interdiction de résidence sur le territoire français pour Ibon, et permettra donc sa libération immédiate. "Nierebanoa" a annoncé un **rassemblement le jour même du délibéré devant la sous-préfecture de Bayonne à 18h30.**

Poursuivre la mobilisation !

Depuis maintenant près de trois ans, la résolution du conflit basque est en marche... mais de façon unilatérale. L'État espagnol et, dans son sillage, l'État français, font la sourde oreille. A ce jour, il n'y a pas eu un seul pas significatif de leur part ni pour amorcer le dialogue, ni envers les prisonnier-e-s ou les exilé-e-s.

La mobilisation doit se poursuivre et s'intensifier pour obliger les États à engager le dialogue et satisfaire les revendications immédiates énoncées le 14 juin. Au delà, dans le cadre de la résolution intégrale du conflit, il s'agira d'obtenir la libération de toutes et tous les prisonnier-e-s comme le retour de toutes et tous les exilé-e-s, et une amnistie générale.

Un deuxième aspect concerne un droit démocratique élémentaire, celui de l'autodétermination. Le conflit ne peut être vraiment résolu sans l'exercice de ce droit, c'est à dire sans que le peuple basque ait la possibilité de choisir son destin. Le mouvement en faveur des droits démocratiques en Pays Basque est appelé à s'étendre et à multiplier les initiatives (forums, manifestations...). Il faudra bien que Rajoy et Hollande – ou leurs successeurs - suivent les pas du Premier ministre britannique, David Cameron. Ce qui a été possible pour l'Écosse doit l'être également pour le Pays Basque.

*Ligue des Droits de L'Homme ; Bake Bidea ; Cimade ; Herrira ; Etxerat ; Comité pour la défense des Droits de l'Homme en Pays Basque ; Anai Artea ; Observatoire International des Prisons ; Herriarekin ; LAB ; Union Syndical Solidaire ; CGT territoriaux Biarritz ; ELB ; CFDT santé sociaux Pays Basque ; Aitzina ; EHZ ; EELV ; EHBAL ; Abertzaleen Batasuna ; Sortu ; NPA Pays Basque ; Autonomia Eraiki ; Eusko Alkartasuna.



PALESTINE / GAZA

“Retour à la normale” dans l’enfer quotidien



Le cessez-le-feu conclu fin août entre Israël et le Hamas a tenu jusqu’à présent. Et si la population civile n’a plus à souffrir des attaques sanglantes de l’armée israélienne, dire que la situation est redevenue “normale” serait quelque peu exagéré.

A l’issue de 50 jours de conflits 2 131 Palestiniens ont été tués dont 1 473 civils, 108 000 sont sans abri après la destruction de quelques 18 000 habitations, 450 000 sont privés d’eau courante et l’alimentation électrique est toujours aléatoire après la mise hors service de la principale centrale thermique. Deux des principaux hôpitaux, ceux d’Al Aqsa à Deir Al Balah et de d’Al Najjar à Rafah, sont en partie en ruines et la rentrée des classes s’est effectuée dans des conditions difficiles, de très nombreuses écoles étant détruites.

Le cessez-le-feu devait se traduire par une levée progressive du blocus imposé à Gaza par l’Etat sioniste. Mais, pour l’instant, on ne voit pas grand chose venir. Ce blocus, destiné officiellement à empêcher les organisations palestiniennes d’utiliser des marchandises diverses et variées dans leur combat contre Israël, sert surtout, dans la pratique, à rendre encore plus intenable la vie de la population gazaouie. L’ONG israélienne GISHA vient d’ailleurs de publier une liste de ces produits interdits, produits qui incluent notamment le chocolat, les fruits en boîtes, le papier format A 4, les jouets, les cannes à pêche, les tuyaux d’irrigation, les stylos et les crayons, les carnets de note, les machines à coudre etc. Dans le même temps les pêcheurs sont toujours empêchés de travailler en haute mer par la marine de guerre israélienne. Quant à la reconstruction de Gaza, qui devrait coûter entre 4 et 6 milliards d’euros, l’Etat sioniste s’en lave les mains et bloque les matériaux nécessaires.

Bien mieux il a pris prétexte de cette guerre pour annexer 400 hectares de terres supplémentaires en Cis-jordanie et annoncer un renforcement des colonies, dont la population s’est accrue de 7 500 unités au cours

de ces six derniers mois pour atteindre désormais 382 000 personnes.

Répression en France

Dans le même temps, les autorités françaises s’en prennent à celles et ceux qui ont condamné cette intervention. C’est ainsi que notre camarade Alain Pojolat comparaitra le 22 octobre prochain pour avoir été un des responsables des rassemblements interdits à Paris. Et nombre de personnes arrêtées avant, pendant ou après ces manifestations, sont également convoquées devant la justice. Elles rejoindront ainsi les militants et militantes de la campagne non violente contre Israël intitulée “Boycott Désinvestissement Sanction” (BDS) qui ont comparu ou vont comparaître devant les tribunaux d’Alençon, de Bordeaux, de Mulhouse, de Paris, de Pon-toise, de Perpignan et d’ailleurs.

Pour nous la criminalisation de la solidarité avec la population palestinienne est inacceptable. C’est pourquoi nous sommes pleinement solidaires de celles et ceux qui sont trainé-e-s en justice.

RASSEMBLEMENT
devant la mairie de Bayonne
samedi 18 octobre à 11 h

Palestine : Rien n’a changé!
Défendons les droits
du peuple palestinien!



Réalisé par un médecin généraliste, ce film décrit de façon réaliste la vie d'un service hospitalier.

On entre de suite dans le vif du sujet avec le nouvel interne, Benjamin, qui arpente des sous-sols bien inhospitaliers à la recherche de sa blouse de travail. Il arrive ensuite dans le service où il doit faire ses preuves, après un parcours labyrinthique dans les couloirs de l'établissement. Chacune et cha-cun, à la manière de fourmis dans une fourmilière, vaque à sa tâche et ne voit même pas ce nouveau venu qui erre et aimerait bien que quelqu'un lui parle et l'aide à se diriger. Quand, enfin, il

trouve son service c'est à peine si on le regarde jusqu'à ce que, enfin, le médecin chef du service lui indique ce qu'il doit faire.

Notre jeune interne va être confronté à la souffrance, à la mort d'un de ses patients directement liée au fait que l'électrocardiogramme est en panne, au mensonge dicté par ses supérieurs hiérarchiques pour le couvrir mais surtout couvrir l'hôpital et ses manquements.

Seul un médecin étranger, FFI (faisant fonction d'interne), témoigne de l'empathie envers les patients qui souffrent, n'accepte pas le silence, le mensonge, les compromissions, quand le

malade et sa famille en sont les victimes. Il paiera cher ce positionnement, ceux qui se révoltent contre la hiérarchie n'étant pas "persona grata"

Mais, par un sursaut que l'on n'attendait plus, Benjamin - et avec lui finalement la majorité des internes et des infirmières du service - se révoltent à leur tour et vont exiger et obtenir la réintégration du médecin étranger.

Thomas Lilti montre les dessous impitoyables du monde hospitalier, dénonce le manque de places dans les services, les conditions de travail dégradées des médecins, internes, infirmières et aide-soignantes, la

complicité des mandarins et des directeurs hospitaliers qui gèrent cette situation sans état d'âme. Il expose à nos yeux le manque de dialogue, de concertation entre les soignants, englués dans l'urgence de leurs tâches, au mépris de l'intérêt des patients.

On ne peut s'empêcher de penser à l'affaire du docteur Bonnemaison (hôpital de Bayonne). En effet, comme dans "Hippocrate", des personnes sont venues mourir dans un service non destiné à cela, à savoir le service des lits-porte des urgences, et un médecin, le docteur Bonnemaison, s'est retrouvé seul face à des responsabilités et des décisions graves à prendre.

Ce très bon film est au diapason de l'actualité puisque le 23 septembre une manifestation a eu lieu devant le Ministère de la Santé, appelé par un collectif « Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité ».

Car seule la lutte collective paie nous rappelle « Hippocrate »!

DEMOSPHERE

agenda militant et alternatif en Pays Basque

Consultez le site pays-basque.demosphere.eu, vous y trouverez de nombreuses informations.

Utilisez-le pour annoncer des initiatives publiques (manifestations, conférences, forums etc.) :

- contact : contact@pays-basque.demosphere.eu
- directement sur le site à partir de l'onglet "connexion".

